



MARCHE OU CRÈVE ?

ON NE VEUT PAS DE CETTE SOCIÉTÉ-LÀ !

Que négocient les partis de droite pour le gouvernement fédéral ? La FGTB qualifie la note socio-économique de l'ex-formateur Bart De Wever (N-VA) de « plus grande régression sociale depuis 80 ans ». Ce n'est pas exagéré. Aujourd'hui, c'est Maxime Prévot (Engagés, ex-CDH) qui a repris le flambeau pour donner vie à ce catalogue des horreurs.

Les partis de la coalition Arizona discutent d'une opération totale de 39 milliards d'euros en termes d'effort budgétaire sur l'ensemble de la législature (jusqu'en 2029). Ce qui représente les 27,5 milliards d'euros d'assainissement demandés par l'Europe, avec neuf milliards en plus à dégager. C'est un montant historique en termes de casse sociale, qui vient en plus s'ajouter à tout ce qui a été économisé, tout particulièrement depuis 2008 (avec accélération durant le gouvernement Michel de 2014-2019). Dans beaucoup de services publics, on a déjà coupé jusqu'à l'os. Le personnel est sur les genoux et, que ce soit dans le public ou dans le privé, nous faisons face à une épidémie alarmante de burn-outs et de malades de longue durée en raison d'une charge de travail trop intense. Réponse de la droite ? « Vous n'avez pas fini de souffrir ». Et si le MR a (temporairement) tiré la prise des négociations, c'est parce que cela n'allait pas encore assez loin.

Pour faire des restrictions, les partis de l'Arizona ont proposé de s'attaquer aux pensions (2 milliards d'euros), aux sans-emploi (1,7 milliard), au mécanisme d'indexation des salaires (600 millions), aux malades de longue durée (362 millions), aux fonctionnaires (1,8 milliard), aux réfugiés.e.s (1,5 milliard), à l'enveloppe bien-être des allocations sociales (1,4 milliard), aux soins de santé (300 mil-

lions), à la SNCB (200 millions)... Le plus gros morceau (3,65 milliards) est constitué d'une large réforme du marché du travail (avec entre autres la suppression de l'interdiction de travail le dimanche et le travail de nuit compté à partir de minuit seulement) qui comporte aussi la limitation à deux ans des allocations de chômage.

Tout est imbuvable, là comme dans la Déclaration de politique communautaire en FWB (avec le personnel de l'enseignement en ligne de mire) et dans la Déclaration de politique régionale pour la Wallonie. Ce que la droite veut, c'est la loi de la jungle, avec des pauvres plus pauvres, des riches plus riches, et la haine de l'autre (tout particulièrement s'il est étranger) érigée en politique d'Etat.

La lutte des classes n'a pas disparu

Si les caisses de la collectivité sont vides et que nos services publics (« le patrimoine de ceux qui n'en ont pas », pour reprendre une expression célèbre) craquent de partout, c'est que durant des décennies, avec également la collaboration active du PS et d'ECOLO, les cadeaux fiscaux et autres n'ont pas arrêté de pleuvoir sur les plus riches et les grandes entreprises. Un gigantesque transfert de moyens a été opéré de la collectivité vers le privé.

L'an dernier, une étude d'Oxfam a démontré que l'écart entre l'extrême richesse et l'extrême pauvreté se creuse de plus en plus en Belgique. Aujourd'hui, l'élite capitaliste qui compose le 1% des plus riches du pays possède plus que 70% de la population ! Allons chercher de ce côté-là les moyens qui nous manquent pour une société qui ne laisse personne de côté ! Toujours selon Oxfam, un impôt

sur la fortune rapporterait 20 milliards d'euros en Belgique. Quant à la fraude fiscale, les diverses estimations (Fonds monétaire international, ministère des Finances, centres de recherches, etc.) parlent d'un manque à gagner pour la collectivité de 20 milliards d'euros.

Les trois quarts des bénéfices des plus grandes entreprises belges vont aux actionnaires ("The Inequality Dividend", Oxfam, 2024). Et tout cet argent, ce sont les travailleur.euses qui le produit, pas les actionnaires ! La valeur créée par les travailleurs des plus grandes entreprises actives en Belgique a augmenté de 45,5 % en 2022 par rapport à 2017. Mais au cours de cette période, les dépenses par employé dans ces entreprises n'ont augmenté que de 13 %, tandis que les dividendes ont augmenté de 23 %. C'est nous qui faisons tourner le monde ! C'est à nous de décider de la manière de le faire !

Organisons la riposte !

Ne perdons pas de temps et discutons sur tous les lieux de travail de cette note de malheur et de la manière de combattre la casse sociale. Des assemblées générales de tout le personnel peuvent assurer d'impliquer le plus possible de collègues autour des délégations syndicales. Nous connaissons déjà la prochaine date de mobilisation : une manifestation nationale est prévue le 16 septembre à Bruxelles en solidarité avec les camarades d'Audi menacés par la fermeture du site. Si l'on s'attaque à l'un.e d'entre nous, on s'attaque à nous tous.tes !

L'unité dans la lutte, c'est aussi la meilleure façon de repousser les préjugés sexistes, racistes, islamophobes, LGBTQIA+phobes ou validistes qui sont distillés consciemment par la droite et l'extrême droite. Combattre chaque oppression, y compris dans nos rangs, fait partie intégrante de la construction d'une solidarité active.

De sombres perspectives d'austérité s'annoncent à tous les niveaux de pouvoir, y compris dans les communes dont de nombreuses sont sous tutelle financière de la Région bruxelloise ou du Centre régional d'aide aux communes, le "FMI wallon". Nous devons nous battre, en tirant les leçons des faiblesses passées du combat anti-austérité, pour briser la camisole de force budgétaire, où qu'elle puisse se trouver, et pas seulement aux niveaux du fédéral et des régions.

La crise du climat et de la biodiversité illustre particulièrement bien la nécessité de la propriété publique des moyens de production. Les crises du logement, de la santé ou de la précarité au travail l'illustrent tout autant. Il ne manque pas de richesses pour un programme d'urgence sociale, mais elles sont concentrées dans les mains d'une poignée d'ultra-riches. Appliquer un tel programme nécessite de se préparer à la riposte inévitable de la classe dominante dont les intérêts seront mis en danger.

À chaque capitaliste qui essaie de s'échapper par la fuite de capitaux ou la délocalisation d'entreprises : opposons-lui l'expropriation ! Et dans ce titanesque bras-de-fer, notre classe sociale pourra brandir l'arme de la nationalisation des secteurs-clés de l'économie, sans rachat ni indemnité, et placés sous le contrôle et la gestion démocratique de la classe travailleuse et de la collectivité, afin d'élaborer une planification rationnelle et démocratique de l'économie – à commencer par le secteur bancaire et financier, mais aussi l'énergie, les télécoms, la sidérurgie, la pétrochimie, ... Sur cette base les moyens seront dans nos mains pour planifier l'économie et la transition écologique.

Nous ne sortirons véritablement victorieusement de ce combat que par le renversement du capitalisme. Un changement fondamental et révolutionnaire de la société s'impose, c'est-à-dire la fin de la propriété privée des grands moyens de production et d'échange. Rejoignez nous dans ce combat urgent en faveur du socialisme démocratique.

Agenda :

16 septembre : Manifestation de solidarité avec les travailleur.euses d'Audi à Bruxelles. Les détails seront connus sous peu.

21 septembre : Manifestation antifasciste à Anvers contre une manifestation de Voorpost (le service d'ordre du Vlaams Belang), 14h, De Coninckplein. Un départ collectif sera organisé de Liège, très certainement avec les camarades du Front antifasciste de Liège.

13 octobre : Elections communales. En dépit de nos divergences, nous appelons à voter pour les camarades du PTB, nous sommes convaincu.e.s que leur résultat sera de nature à construire la confiance du mouvement social pour aller en lutte contre la droite et son programme. Un appel de vote plus développé est sur notre site.



CONTACTEZ-NOUS : 0472/43.60.75 (MICHAEL)
E-MAIL: INFO@SOCIALISME.BE
WWW.SOCIALISME.BE